

Antonio Guterres dénonce la déshumanisation des migrants à des fins politiques

Le Secrétaire général de l'ONU dénonce la déshumanisation croissante des migrants et appelle à une réponse mondiale contre la traite et l'exploitation: «La migration doit être un choix, et non une nécessité.»



Des migrants subsahariens secourus par la Croix-Rouge à Lanzarote, dans les îles Canaries. (ANSA)

Stefano Leszczynski - Cité du Vatican

Les migrants sont de plus en plus instrumentalisés à des fins politiques, tandis que les violations des droits fondamentaux et la déshumanisation dans le débat public se multiplient. Tel est l'avertissement alarmant lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors du Forum des Nations Unies sur les migrations, un événement quadriennal consacré à l'évaluation de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Dans son discours, Antonio Guterres a rappelé que les migrations ont toujours fait partie intégrante de

l'histoire de l'humanité, contribuant au développement économique, social et culturel des sociétés. *«Les migrants bâtissent des communautés, dynamisent les économies et enrichissent les cultures»*, a souligné le Secrétaire général de l'ONU, tout en dénonçant le climat de plus en plus hostile qui entoure des millions de personnes contraintes de quitter leur pays.

Les chiffres de la crise migratoire mondiale

Antonio Guterres a attiré l'attention sur les données contenues dans de récents rapports des Nations Unies, qui dressent un tableau dramatique de la situation le long des routes migratoires mondiales. Au cours des quatre dernières années, au moins 200 000 personnes, principalement des femmes et des filles, ont été victimes de la traite des êtres humains. Ces deux dernières années, plus de 15 000 migrants sont morts ou ont disparu lors de leur traversée vers d'autres pays. Selon le Secrétaire général des Nations unies, ces chiffres masquent une réalité de violence, d'exploitation et de privation des droits fondamentaux. Des familles entières et des enfants continuent d'être détenus dans de nombreux pays, tandis que des millions de travailleurs migrants restent exposés à des abus, à des salaires insuffisants et à une absence de protection sociale. D'après le Secrétaire général, cette situation risque de s'aggraver encore si les gouvernements continuent de considérer la migration uniquement sous l'angle sécuritaire.

Les droits de l'homme au centre

Dans son discours, Antonio Guterres a exposé une série de priorités pour une gestion des migrations plus efficace et plus humaine. La première étape, a-t-il expliqué, doit être le plein respect des droits humains. Il a donc appelé les États à mettre fin aux pratiques discriminatoires et à promouvoir des alternatives à la détention administrative des migrants. Une attention particulière a été portée à la protection des mineurs. Le Secrétaire général a plaidé pour la fin de la détention des enfants et des familles migrantes, insistant sur la nécessité de garantir leur accès à

l'éducation, aux soins de santé, au logement et à la protection sociale.

Les Nations Unies sont réunies jusqu'au 8 mai à New York pour le deuxième Forum international d'examen des migrations. Une question sujet à controverse, à l'heure d'un monde ...

La lutte contre les trafiquants

Un des points clés de son discours portait sur la lutte contre les organisations criminelles impliquées dans le trafic d'êtres humains. M. Guterres a appelé à une «*offensive mondiale*» contre ce qu'il a qualifié de «*réseaux criminels transnationaux*», insistant sur une coopération renforcée entre les gouvernements, les forces de police et les systèmes judiciaires nationaux. Selon le dirigeant de l'ONU, la lutte contre les trafiquants ne saurait se limiter au contrôle des frontières; elle exige une stratégie internationale coordonnée capable de cibler les flux financiers et les structures opérationnelles des organisations criminelles qui profitent du désespoir des migrants.

La migration doit être un choix

Dans son allocution de clôture, Antonio Guterres a réaffirmé la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des migrations forcées. Le Secrétaire général a plaidé pour un investissement accru dans l'éducation, l'emploi et le développement économique des pays d'origine, afin que l'exil ne soit plus une fatalité imposée par la guerre, la pauvreté ou le manque de perspectives. «*La migration doit devenir un choix, un véritable choix*», a déclaré M. Guterres, reprenant l'appel des Nations unies à une gouvernance internationale fondée sur la coopération et la protection de la dignité humaine.